



**LA CONSULTATION DE L'ARE SUR LE THEME :**  
**« Politiques régionales pour faire face à la crise financière »**

**Introduction**

Les régions et leurs élus ont la principale responsabilité en ce qui concerne l'amélioration de la performance des économies locales, la promotion de l'emploi et le soutien au développement d'un système financier solide et stable sur leurs territoires. La crise financière représente donc un enjeu essentiel pour nos régions. Bien que les stratégies macro-économiques et programmes majeurs d'aide financière ne fassent pas partie intégrante des compétences du niveau local, les régions disposent de moyens et d'outils pour atténuer les conséquences de la baisse économique.

Afin d'échanger notre expérience en la matière et d'apprendre comment les autres réagissent face à la crise financière, l'ARE a lancé une vaste consultation sur les mesures régionales de soutien à l'activité économique et à l'emploi, dont les principales sont les mesures en faveur des petites et moyennes entreprises (PME). Jusqu'au 12 mai 2009, 24 régions de 13 pays européens ont répondu à notre enquête. Il s'agit de:

- Allemagne : Baden Württemberg
- Albanie: Tirana
- Autriche: Basse-Autriche
- Croatie: Krapina Zagorje, Primorje and Gorski Kotar
- Finlande: Finlande Centrale
- France: Alsace, Ile-de-France
- Hongrie: Fejér, Heves
- Pays-Bas: Flevoland
- Pologne: Basse-Silésie
- Suède: Östergötland, Västra Götaland
- Suisse Fribourg, Valais
- Royaume-Unis: Cornwall, Hampshire, Somerset

En outre, les régions britanniques nous ont présenté l'ensemble des bonnes pratiques mises en œuvre sur le territoire du Royaume-Uni. Nous avons également reçu la synthèse de projets réalisés par les partenaires de la région de Baden-Württemberg, dont Catalunya, Flandres, Lombardie, Rhône-Alpes et le Pays de Galles.

La consultation reste ouverte et toute nouvelle contribution est la bienvenue.

Les stratégies régionales de la lutte contre la crise financière sont disponibles sur <http://www.aer.eu/en/main-issues/economic-development/economic-crisis.html>

**Conséquences de la crise dans nos régions :**

Secteurs concernés

Lors de l'évaluation des impacts de la crise financière, il faut tenir compte des différences évidentes entre nos territoires tels que la performance économique, la décomposition par secteur économique et le degré de compétitivité. Il est tout de même possible de relever quelques similitudes entre nos régions.

Dans toutes les régions qui ont pris part à l'enquête de l'ARE, le secteur le plus touché par la crise est celui de la production industrielle et en particulier les biens d'investissements. Les régions exportatrices de produits technologiques, telles que Baden-Württemberg, Fribourg, Békés, Noord-Brabant et Valais, doivent faire face à la chute mondiale des exportations dans le secteur métallurgique, chimique, de machinerie et de l'équipement.

**L'industrie automobile** est particulièrement affectée par la crise dans les régions suivantes : L'Alsace, le Baden-Württemberg, Flevoland, Hampshire, Heves, la Basse-Silésie et Västra Götaland. La chute de la demande concerne non seulement les producteurs de voitures mais aussi les fournisseurs, dont le secteur est dominé par les PME. Il en est de même pour le secteur de l'ingénierie mécanique (Baden-Württemberg, Basse-Autriche, Östergötland).

Certaines régions témoignent déjà ou prévoient une baisse d'activité dans le secteur des services. Il s'agit non seulement des services directement liés aux entreprises tel que le consulting, la comptabilité, les services judiciaires et la publicité mais aussi des services pour les particuliers (tourisme, restauration, vente au détail). Les régions britanniques sont directement concernées par la fermeture des magasins de détail. Ce problème a été également évoqué par la région de Bruxelles-Capitale.

Hampshire, Heves, la Basse-Autriche, la Basse-Silésie, Somerset et Västra Götaland témoignent de la régression dans le secteur de la construction. Le problème de la baisse des investissements nationaux et internationaux se pose aussi dans les régions croates et britanniques.

**Le secteur du transport (de passagers et de biens)** traverse des difficultés majeures en Finlande Centrale, Hampshire et Västra Götaland. La récession pourra aussi bientôt atteindre les petites et moyennes compagnies de taxis et de location de voiture.

L'Alsace, la Finlande Centrale, la Basse-Autriche et Primorje sont confrontées à la crise dans les filières du bois et de l'agriculture.

Impacts sur les petites entreprises et particuliers

Face à la crise, **les PME** sont exposées à d'importants risques liés à **la chute libre de la demande** et **l'insolvabilité** résultant de la réduction de l'offre des prêts et l'augmentation du taux d'intérêt par les banques. La situation est particulièrement alarmante pour les entreprises qui se trouvaient en difficulté financière bien avant la crise. Ce problème a été souligné par la région de l'Ile-de-France, la Basse-Autriche et Medjmurje.

**Le chômage** est un autre résultat de la crise. La région de Somerset met en avant la dimension sociale du manque d'emploi qui se présente sous les formes suivantes : l'augmentation de la délinquance, l'alcoolisme, la violence domestique et l'isolement accru de la population des zones rurales.

### Stratégies régionales de lutte contre la crise

Afin de mettre en place des stratégies d'actions appropriées, les régions doivent prendre en compte le degré d'affectation de leurs différents secteurs de l'industrie par la crise, le type d'entreprises présentes sur leurs territoires ainsi que la situation sur le marché de l'emploi. Ceci étant dit, il faut tout de même admettre que certains plans d'action mis en œuvre par les régions comportent de nombreuses similitudes.

#### Stimulation de la demande et de l'investissement public

L'une de méthodes les plus efficaces pour lutter contre la crise financière est la stimulation de la demande des particuliers et des entreprises. Il en va de même pour l'investissement public dans l'infrastructure où les régions ont un rôle prépondérant à jouer. Les autorités locales doivent assurer que l'investissement public soit transparent, concentré sur les territoires qui en ont le plus besoin, effectué au bon moment et durable.

Investir dans l'infrastructure régionale offre aux autorités régionales un très bon moyen non seulement pour stimuler leurs économies mais aussi pour sortir de la crise plus forts que jamais. Dans ce contexte, « les investissements verts » constituent une opportunité indéniable tant pour les régions urbaines que pour les territoires composés de zones rurales. Le développement des énergies renouvelables et la promotion de l'efficacité énergétique dans les maisons privées et dans les bâtiments publics peuvent également promouvoir la capacité d'innovation, la création d'emploi et l'amélioration de la compétitivité régionale.

L'investissement dans l'infrastructure publique (autoroutes, transports en commun, écoles, hôpitaux) est une approche soutenue par les régions de l'Alsace, Baden-Württemberg, Békés, la Finlande Centrale, Ile-de-France, Krapina Zagorje, la Basse-Autriche, la Basse-Silésie et Valais. Pour renforcer l'impact que l'investissement pourrait avoir sur les entreprises locales, la région de Hampshire a décidé de faciliter la régulation relative à la passation des marchés publics. Tandis que Somerset donne priorité aux entreprises installées dans la région lors de l'attribution des marchés publics, la région de l'Ile-de-France paie une attention toute particulière aux délais de paiements. La réduction des barrières administratives et l'accélération des procédures d'autorisation font partie des stratégies entreprises par les régions d'Eszak-Alföld et Heves. La région de l'Alsace cherche à accroître les investissements par la mise en place des procédures d'accélération des paiements.

Baden-Württemberg, Fribourg, Heves, la Basse-Autriche et Noord-Brabant ont l'intention d'accorder plus de financement à des projets relatifs à la protection de l'environnement et au développement des énergies renouvelables. Les mesures envisagées consistent à rénover les bâtiments publics et accompagner les entreprises privées dans la promotion de l'efficacité énergétique et l'utilisation des énergies renouvelables. En dehors des « projets verts », l'investissement devrait se focaliser sur le développement du réseau informatique à la campagne et la construction des réseaux internationaux de transport (la Basse-Silésie).

La stimulation de la demande peut également se faire par la réduction des procédures administratives. La diminution des impôts (Fribourg, Valais) et l'espace de délais de paiement (Hampshire) devraient contribuer à l'amélioration de la liquidité des entreprises et à la stimulation de la consommation privée.

Il est aussi important de promouvoir le développement du tourisme régional. Les régions de Baden-Württemberg, Hampshire, la Basse-Autriche, Primorje et Gorski Kotar cherchent à améliorer l'infrastructure touristique régionale à travers la promotion du tourisme durable.



Somerset mise sur les services de marketing afin de faire venir les investisseurs et touristes dans la région. Békés développe le tourisme lié à la santé.

#### Accès au financement et développement des PME

Les PME jouent un rôle crucial dans le développement de l'économie européenne. Les entreprises employant moins de 250 personnes représentent 99,8% de toutes les entreprises en Europe et 91,5% de toutes les entreprises de l'UE emploient moins de 9 personnes. 67% de postes dans le secteur privé sont créés par les PME et 30% d'entre eux par les micro-entreprises.<sup>1</sup>

La crise financière a aussi entravé l'accès de certaines entreprises aux crédits. Les plus vulnérables se sont avérées les PME en raison de leur forte dépendance aux crédits bancaires et leur accès limité aux marchés financiers. Presque la moitié des PME en Europe craint la détérioration de leur situation économique dans le premier semestre 2009 (par rapport à 20% il y a deux ans). Cependant, socialement plus responsables, ces entreprises sont plus réticentes à l'idée de licencier leurs employés<sup>2</sup>. Leur survie est donc très importante pour le développement de la région.

Malgré l'importance de PME dans l'économie européenne, elles ne sont pas souvent considérées par les nombreux plans d'action contre la crise financière comme secteur stratégique. Mais c'est justement sur l'amélioration des conditions des PME que les régions devraient concentrer leurs efforts.

Les mesures prises par les régions pour booster la performance des PME consistent en :

- Soutien financier aux firmes et à d'autres acteurs coopérant avec les PME (Alsace, Fribourg, Hampshire, Ile-de-France, Basse-Autriche, Östergötland, Tirana)
- Prêts subsidiés, y compris les micro-crédits et l'accès plus aisé aux crédits à travers le dialogue bancaire (Baden-Württemberg, Békés, Bruxelles-Capitale, Cornwall, Krapina Zagorje, Ile-de-France, la Basse-Autriche, la Basse-Silésie, Medjimurje, Primorje et Gorski Kotar, Somerset, Valais)
- Garanties des crédits (Baden-Württemberg, Békés, Bruxelles-Capitale, Ile-de-France, la Basse Autriche, Medjimurje )
- Fonds d'équité (Alsace, Baden Württemberg, Flevoland, Ile-de-France, la Basse-Autriche, Noord-Brabant).

Renforcer la compétitivité des PME est une mesure cruciale pour la plupart des régions. Les outils pour atteindre cet objectif sont les suivants :

- Services de conseil au programmes de formation pour les futurs entrepreneurs (Medjimurje, Primorje et Gorski Kotar)
- Stimulation de l'innovation et de la restructuration des PME à travers les fonds spécifiques, les services de conseil et le développement de la coopération entre les entreprises et pôles de recherche (Baden-Württemberg, Békés, Ile-de-France, Noord-Brabant, Valais)

<sup>1</sup> Source: European Commission DG Enterprise

<sup>2</sup> Source: UEAPME Union Européenne de l'Artisanat et des Petites et Moyennes Entreprises



- (Re)-développement des zones industrielles et des parcs technologiques (Noord-Brabant, Primorje et Gorski Kotar)
- Assistance aux entreprises en situation d'insolvabilité (Baden-Württemberg, Bruxelles-Capitale, Hampshire)
- Soutien à certaines filières telles que l'artisanat, la construction et l'agriculture (l'Alsace, Hampshire)

#### Le développement de l'emploi et de la main-d'œuvre qualifiée

La compétitivité d'une région dépend fortement de l'emploi et de la formation professionnelle continue. Il est dès lors essentiel de maintenir et de développer davantage les qualifications des employés afin d'anticiper la relance économique. Aussi, notre responsabilité vis-à-vis des générations futures exige que les diplômés des écoles et des universités puissent trouver des opportunités de lancer leurs carrières, même dans ces temps difficiles. Les activités de formation sont donc au programme du plan de relance de plusieurs régions.

Un point stratégique de la réponse des régions de Beke, Ile-de-France et Noord-Brabant est le développement du marché de l'emploi et les services concernés pour répondre à la crise économique. Les régions de Baden-Württemberg, Hampshire, la Basse-Autriche et Västra Götaland prévoient des activités spécifiques de **formation** pour les travailleurs dont les contrats sont de courte durée et un soutien particulier aux employés de plus de 50 ans. La Basse-Autriche et Somerset ont mis en place des programmes de soutien aux entreprises qui offrent des **stages** aux nouveaux diplômés et la Basse-Autriche offre davantage de postes pour les jeunes apprentis dans le secteur public. Les activités de Primorje et Gorski Kotar comprennent un soutien aux employés aux profils rares, par exemple, dans le secteur de l'artisanat afin d'aider les entreprises à trouver des employés qualifiés et à préserver l'artisanat traditionnel. L'Alsace et Noord-Brabant mettent l'accent sur la **formation des employés peu qualifiés** qui sont plus à risque de perdre leur emploi et ont plus de difficulté à retrouver un nouvel emploi. Le plan d'action de Noord-Brabant met l'accent sur la **mobilité des travailleurs**.

#### Le soutien aux individus et aux consommateurs

La pression augmente sur de nombreux ménages qui doivent faire face aux factures énergétiques toujours plus élevées, au travail de courte durée et au chômage. Il est néanmoins nécessaire que la demande du consommateur soit maintenue pendant les périodes de crise. Les régions du Royaume-Uni, en particulier, font état des effets importants de la crise sur les ménages des particuliers et ont développé des actions de soutien aux familles et aux individus. Les régions du Hampshire et Somerset **publient des conseils** pour les individus sur la réduction de la consommation d'énergie, le paiement hypothécaire et loyers et l'assistance pour les dettes.

#### Communication

Une grande partie de l'économie est psychologique et les régions sont proches des entrepreneurs et des citoyens. Elles sont mieux placées pour écouter et réagir aux inquiétudes et expliquer la situation et les mesures à prendre. Les plans de relance des régions de Hampshire, Heves et Somerset comprennent des **plans de communication et**



**des stratégies d'information** liés à la crise. Des audiences et tables rondes entre les acteurs régionaux et les entrepreneurs sont soulignées lors du développement des stratégies régionales de Cornwall et la Basse-Autriche.

#### **Conclusion**

##### L'importance de la politique régionale

Les contributions de l'enquête de l'ARE ont clairement démontré que la crise économique affecte les régions à travers l'Europe et que de nombreuses d'actions pour faire face à la crise économique doivent être prises au niveau régional. Par leurs stratégies, les régions répondent aux besoins précis de leurs territoires et aux niches qui ne peuvent autrement être couverts par les plans de relance européens ou nationaux.

La majeure partie des plans régionaux de relance sont élaborés pour compléter les plans de relance nationaux, cependant de nombreuses régions admettent qu'elles n'étaient pas impliquées dans l'élaboration de ces stratégies lors de leur développement. Ceci est également le cas pour le plan européen de relance. Il est évident que le ralentissement économique affecte différents endroits de manière différente. Les réponses à ce ralentissement doivent donc être adaptées aux circonstances unique dans les régions. La crise affecte les citoyens et les chefs d'entreprises sur leurs lieux de travail et d'habitation et c'est précisément à ces endroits qu'ils attendent des réponses.

L'investissement public est une réponse stratégique clé à la crise économique et les régions jouent un rôle important dans sa mise en œuvre adéquate. Dans ce contexte, l'effet levier de l'investissement public est une question essentielle au cœur du débat sur les moyens et le niveau d'action des gouvernements pour atteindre leurs objectifs économiques, sociaux et environnementaux. Les stratégies nationales doivent adresser les capacités du niveau régional et doivent être basées sur les mécanismes de gouvernances adaptés à la coordination des actions européennes, nationales et régionales.

En ce qui concerne l'investissement public, la politique régionale peut soutenir les régions en retard afin de mettre en avant leurs avantages comparatifs et optimiser leurs ressources. L'investissement public peut également contribuer au déclenchement d'une « relance verte ». Dans de nombreux pays, l'environnement dans les espaces publics est de la responsabilité des autorités infra-nationales ; celles-ci étant responsable pour l'aménagement du territoire, les codes de construction, les transports publics ou encore la gestion de l'eau. Elles sont dès lors les acteurs naturels pour les actions dans ces domaines.

Une autre manière prometteuse pour permettre aux régions de convertir cette crise en une opportunité consiste à favoriser l'esprit d'entreprise et les PME en stimulant leur capacité d'innovation. Ceci leur permettra de faire face aux défis tels que la faillite et la perte d'emplois. Dans ce contexte, des politiques régionales efficaces peuvent promouvoir la meilleure exploitation des connaissances locales pour l'alignement des objectifs et assurer la cohérence des politiques d'intervention. Les régions travaillent avec de nombreux acteurs clés et sont proches des entreprises et peuvent donc prendre des mesures adéquates. Alors que les plans de soutien nationaux ciblent principalement



les grandes entreprises internationales, les régions se concentrent davantage sur les 'clusters' régionaux et soutiennent les nouvelles entreprises et les PME qui regroupent une grande partie des entreprises et employeurs européens.

#### La coopération interrégionale comme outil pour améliorer l'action régionale

Etonnamment, certaines régions ont fait état d'impacts similaires - pour certains secteurs très précis ou des situations d'emploi diverses - alors que les approches sont également similaires. Cependant, aucune des régions participante ne mentionne la coopération interrégionale comme outil pour faire face à la crise économique.

Afin d'échanger les expériences, de développer davantage et d'améliorer les politiques régionales, la coopération entre les régions membres de l'ARE semble être la prochaine étape logique. Une telle coopération peut également contribuer à l'accroissement de l'économie régionale, par exemple, en développant conjointement des produits innovants ou en encourageant les relations entre les entreprises. Vu que les hommes politiques et fonctionnaires qui travaillent sur les plans de relance ont une charge de travail importante, il sera essentiel pour l'ARE d'identifier et d'offrir à ses membres des outils pour coopérer qui sont bénéfiques pour les régions et qui prennent en compte les ressources limitées.

Les régions dépenses des moyens important pour lutter contre la crise économique mais elles s'appuient également sur les fonds nationaux et européens. L'échange d'expérience sur l'emploi des fonds structurels et l'adaptation des mesures relatives à la crise économique pourraient être bénéfique non seulement pour les régions mais leur permettraient également de mener des actions de sensibilisation envers les institutions européennes dans l'élaboration des plans de relance européens et l'emploi du financement de l'UE pour leur mise en œuvre.

Pour conclure, le résultat de l'enquête de l'ARE démontre que les régions ont un rôle clé pour venir en aide aux citoyens et entreprises dans les temps durs et prouve que à une époque de ralentissement économique, la régionalisation, la subsidiarité et la coopération sont davantage et non moins important.

*CD 12 May 2009*

